

PRIMA SESSIONE URDINARIA DI U 2021  
1ER SESSION ORDINAIRE DE 2021  
25 È 26 FERRAGHJU  
25 ET 26 FEVRIER

2021/O1/016

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE  
A LA QUESTION DEPOSEE PAR MONSIEUR HYACINTHE VANNI  
AU NOM DU GROUPE « FEMU A CORSICA »**

**OBJET : Evènements du 22 février et soutien aux jeunes brutalisés.**

Monsieur le conseiller territorial,  
Caru amicu,

Je ne pense pas qu'une question orale, même si je comprends très bien que vous la posiez, et la réponse que je vous dois soient adaptées pour considérer une situation aussi complexe, aussi lourde et aussi douloureuse.

Je rappellerai simplement quelques principes. Cette Assemblée a voté à l'unanimité pour que le droit soit appliqué. Et si le droit est appliqué le statut de DPS sera levé et ces deux hommes seront rapprochés et, ce qui est vrai pour Pierre Alessandri et Alain Ferrandi doit être vrai, dès que les conditions juridiques seront remplies, pour Yvan Colonna. C'est la première chose, l'application du droit pour eux comme pour tout justiciable.

Nous l'avons dit et voté. Des dizaines de mairies et d'intercommunalités ont également voté des motions dans des termes identiques. Des associations en Corse, sur le continent et ailleurs se sont positionnées et j'ai envie de dire que l'ensemble des démocrates s'est positionné en faveur de cette issue. Et je rappelle que le Président de la République lui-même, lorsqu'il était candidat, a pris des engagements, non pas avec la représentation élue de la Corse, non pas avec le Président de l'Assemblée de Corse ou le Président du Conseil exécutif de Corse, ou avec la majorité nationaliste, mais il a pris des engagements avec les familles de ces condamnés, avec les associations qui les soutiennent et qu'il avait rencontrées.

Ce que je dis et ce vers quoi nous devons faire tendre nos actions, c'est que le droit s'applique et s'applique le plus vite possible.

Ensuite, de façon très claire, mais cela a été dit par les jeunes eux-mêmes, y compris dans des termes vifs, croire ou feindre de croire que ces garçons et ces filles prennent leurs instructions auprès de partis politiques et de la majorité nationaliste ou des élus nationalistes, c'est se tromper totalement. Et, je m'adresse notamment à l'opposition parce que ses communiqués tendaient à aller dans ce sens.

Vous savez très bien que c'est une décision qui leur appartient et que nous respectons, et que nous soutenons en son principe. Ils l'ont prise seuls et sans nous en informer.

Troisièmement, et je vais vous le dire aussi très sereinement, personne et surtout pas vous ne pouvez croire ou faire semblant de croire que nous souhaitons instrumentaliser les jeunes ou les moins jeunes, leur colère, leur sentiment de révolte.

Personne et surtout pas vous ne pouvez croire ou faire semblant de croire que je souhaiterais ou que je soutiendrais ou même que j'accepterais et que je cautionnerais un quelconque retour à la violence politique

Toute l'histoire de mon engagement en tant que militant, en tant que responsable ensuite, en tant qu'élu, a été précisément de m'engager et notamment auprès de ma propre famille politique, pour qu'il n'y ait pas d'autre chemin que celui de la démocratie. Et je l'ai dit, et je le répète, il ne peut pas y avoir, quelles que soient les injustices, quelles que soient les attitudes quelque fois vindicatives, inexplicables, même malheureusement haineuses vis-à-vis de la Corse, des Corses ou des nationalistes, il ne peut pas y avoir de retour en arrière.

Il ne peut pas y avoir d'autre chemin que celui de la paix. Il ne peut pas y avoir d'autre chemin que celui de la démocratie comme méthode, comme objectif et rien, rien, ne me fera changer de ligne sur ce point-là. Et je vais m'adresser encore une fois à vous, comme je l'ai souvent fait. Nous sommes mieux placés tous ensemble et mieux placés que quiconque pour savoir ce qu'endurent un pays, un peuple, des générations, des jeunes, lorsque la violence politique vient miner les rapports sociaux.

Les enfants, je dis les enfants, les jeunes gens qui étaient là-bas, vous connaissez leur histoire, pour beaucoup d'entre eux, leur histoire personnelle. Vous savez de quelles douleurs, de quels drames, de quelles difficultés ils sont issus et avec quelles souffrances ils ont dû se construire.

Je suis sûr qu'aucun de nous ne souhaite que cela se reproduise ! Ni pour eux, ni pour d'autres ! Et nous savons toutes et tous que si nous ne réglons pas le problème qui est en train de se poser à nouveau, hors notre volonté, nous serons attirés dans des situations qui vont possiblement nous conduire à des catastrophes, ce que nous ne voulons pas. Vous savez très bien que celles et ceux qui seront en première ligne demain, ce sera peut-être nous, mais se seront surtout nos enfants, nos enfants à toutes et à tous, et peut-être nos petits-enfants. Et ça, en tant que femmes et hommes, en tant qu'élus, en tant que citoyens, en tant que responsables politiques, nous ne le voulons pas et nous devons tout faire pour que cela n'arrive pas.

Et moi, je continue de penser qu'il y a un chemin pour la paix et pour la construction d'une solution politique, et dans cette solution politique, il y aura le retour en Corse de Pierre Alessandri, d'Alain Ferrandi et d'Yvan Colonna.